

Meeting de l'opposition ce samedi

Le Mouvement Ensemble pour le Congo qui porte la candidature de Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur de la province du Katanga à la présidentielle, doit tenir son premier grand meeting populaire ce samedi à Kinshasa. Un meeting autorisé du bout des lèvres par la majorité kabiliste. Il faut dire que le gouverneur de la capitale, André Kimbuba, fidèle parmi les fidèles du chef de l'Etat, pouvait difficilement refuser ce meeting après avoir autorisé le mois dernier celui de l'autre grande formation de l'opposition, l'UDPS. A l'époque, la majorité présidentielle était convaincue que le nouveau patron de l'UDPS, Félix Tshisekedi, allait les rejoindre pour obtenir le poste de Premier ministre. **H. Le.**

RDCongo

- La Cour pénale internationale a acquitté Jean-Pierre Bemba de crimes de guerre.
- L'ancien vice-président congolais avait été condamné à 18 ans de prison.

Cette future libération rebat les cartes en RDC.

Jean-Pierre Bemba acquitté par la CPI

La chambre d'appel "annule la déclaration de culpabilité de Jean-Pierre Bemba" et "prononce l'acquiescement de l'accusé car les sérieuses erreurs commises par la chambre de première instance font entièrement disparaître sa responsabilité pénale. La chambre d'appel a conclu, à la majorité, que M. Bemba ne saurait être tenu pénalement responsable des crimes commis par les troupes du MLC pendant l'opération menée en RCA et qu'il doit en être acquitté." La voix de la juge Christine van den Wynngaert est posée. Elle vient en trente secondes de "balayer" un des dossiers emblématiques de la Cour pénale internationale, jeune juridiction créée en 2002 pour juger les pires crimes commis à travers le monde.

Jean-Pierre Bemba, ancien vice-président congolais, ancien leader du Mouvement de libération du Congo (MLC), rébellion transformée en parti politique, avait été reconnu responsable en première instance d'une vague de meurtres et de viols commis par sa milice en Centrafrique. Il avait été condamné à dix-huit ans de prison.

En cinq mois, entre octobre 2002 et mars 2003, les hommes du MLC ont tué, pillé et violé dans la République centrafricaine voisine (Bemba est un fils de la province de l'Équateur), où ils s'étaient rendus pour soutenir le président Ange-Félix Patassé face à une tentative de coup d'Etat menée par le général François Bozizé. Ange-Félix Patassé, qui n'a lui jamais été inquiété par la justice, a fini par être chassé du pouvoir en 2003.

Impassible et pas libre

Ce vendredi, sur le coup de 16 h, Jean-Pierre Bemba est demeuré impassible lors du prononcé de son ac-

quittement, qui ne sera pas synonyme de remise en liberté immédiate.

Jean-Pierre Bemba est en effet toujours condamné dans un dossier de subordination de témoins. Il avait été condamné à un an de prison dans cette affaire. Le parquet avait interjeté appel, jugeant la peine trop clémente. La CPI devra rapidement statuer sur cet appel. Une audience est prévue mardi prochain pour étudier la possibilité de remise en liberté.

"Une insulte pour les milliers de victimes"

"Ce verdict, qui repose sur le fait que Jean-Pierre Bemba n'était pas présent à Bangui au moment des faits, est une insulte aux milliers de victimes de l'armée qu'il a équipée, dirigée, et envoyée semer la désolation en Centrafrique", a déclaré à l'AFP Karine Bonneau, responsable du bureau Justice internationale de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). "Par ce jugement, la CPI semble dire aux chefs de guerre : 'tant que vous n'êtes pas sur les lieux, laissez donc vos troupes commettre les pires crimes et les pires abominations, dites que vous n'y êtes pour rien et nous ne vous condamnerons pas !', s'est-elle exclamée. *Vingt ans après sa création, la CPI vient-elle de s'auto-saborder ?*"

A Kinshasa, les cris de joie étaient perceptibles dans tous les quartiers de la capitale. A l'université de la capitale, les jeunes ont ainsi entonné un chant en lingala qui demandait à Jean-Pierre Bemba de "rentrer au pays pour tailler la barbe de Kabila et l'envoyer prendre sa place à la Cour pénale internationale". Les premiers débats ont aussi immédiatement commencé afin de savoir si Bemba pourrait se présenter ou non à la prochaine présidentielle, prévue en décembre prochain.

H.Le.

“Une nouvelle défaite pour Kabila”

La décision de la Cour pénale internationale d'acquitter Jean-Pierre Bemba aura permis à l'essentiel de la classe politique congolaise de se retrouver sur une analyse commune : *“C'est une victoire évidente pour Jean-Pierre Bemba. Une défaite tout aussi évidente pour le président Joseph Kabila.”*

Des membres de la majorité aux témoins de l'opposition en passant par les diplomates occidentaux présents dans la capitale congolaise, tous sont d'accord sur cette grille de lecture.

“Même s'il ne peut pas se présenter suite à son passé judiciaire et on peut faire confiance à la majorité pour essayer de trouver des parades contre sa candidature, le retour de Bemba est une bombe dans le paysage politique congolais”, explique un diplomate en direct de Kinshasa.

Pour Frédéric Bolat, juriste congolais installé en Belgique : *“Bemba peut se présenter à la présidentielle. Il est toujours sénateur et n'a jamais été condamné en République démocratique du Congo.”*

Les acteurs politiques congolais se montrent tout aussi certains que “Jean-Pierre” se présentera. *“Il ne reculera pas et ne se laissera pas intimider par les mesures qui pourraient être prises par le pouvoir en place à Kinshasa”,* explique un de ses anciens “adjoints” du temps de la rébellion du MLC.

“La politique, c'est toute sa vie. Il a ruminé son retour pendant dix ans à La Haye”, explique un ancien membre du gouvernement Kabila reconverti dans l'opposition depuis peu. *“Et dix ans, c'est long. Il veut revenir et il veut*

revenir pour le pouvoir. Pendant tout son séjour en prison il a pensé à ce retour aux affaires. Il n'a jamais baissé les bras”, poursuit notre interlocuteur qui l'a vu récemment à La Haye.

Pour un autre de ses anciens condisciples, Olivier Kamitatu, devenu porte-parole de Moïse Katumbi, le principal opposant de Kabila depuis plus de deux ans, *“l'acquiescement de Bemba démontre aussi que les affaires qui sont reprochées à Moïse Katumbi sont une mascarade, du pipi de chat.”* Sur le retour de Bemba sur la scène politique, Olivier Kamitatu constate : *“Il est évident que ça change la donne. Aujourd'hui, avec Bemba et Katumbi en face de lui, Kabila ne peut même plus essayer de prétendre qu'il peut gagner une élection. Son retour, c'est un plus évident pour la tenue d'un scrutin vraiment crédible.”*

Un million de Kinois dans la rue

Dans les rangs de la majorité, certains ne cachent pas que ce retour de Bemba les inquiète.

“Personne n'a oublié la foule des Kinois venue saluer le retour d'Etienne Tshisekedi en juin 2016. C'était le retour d'un vieux Monsieur qui était déjà content de pouvoir rentrer au pays. Avec Bemba, la donne est différente, s'il rentre, il met deux mil-

lions de personnes dans les rues et ça risque de ne pas être des gens avec des feuilles de rameaux et des bibles”, explique-t-il en référence aux manifestations pacifiques organisées par les églises catholiques de décembre 2017 à février de cette année.

“Il faut que l'opposition puisse se mettre rapidement autour de la table”, conseille un ancien ambassadeur français, qui poursuit : *“Bemba, c'est une bombe pour Kabila mais ce n'est pas un cadeau pour la démocratie. Tous ceux qui l'ont côtoyé à Kinshasa quand il était vice-président ou dans le bush quand il commandait la rébellion du MLC, vous le diront. Bemba, c'est un type violent, ce n'est pas la solution qu'il faut aujourd'hui pour la RDC. Par contre, son retour, ajouté aux pressions régionales et internationales et au travail de sape de Katumbi risque de précipiter encore un peu la fin du régime Kabila. Vous n' imaginez pas le nombre de caciques du régime qui nous contactent pour nous demander d'interférer en leur faveur. Ils sentent que c'est la fin et ils savent que Kabila les laissera sur le carreau s'il peut se sauver seul.”*

Pour un autre diplomate, la nécessité pour l'opposition de se mettre autour de la table est aussi dictée par le besoin d'éviter de nouvelles tensions Est-Ouest en République démocratique du Congo.

“Bemba vient de l'Ouest et y dispose d'un solide vivier. Katumbi vient de l'Est. Il faut éviter une nouvelle déchirure du pays. Il n'a pas besoin de ça maintenant.”

Hubert Leclercq